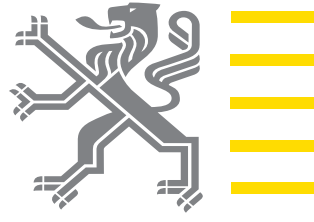




Bureau fédéral du Plan

Institut Bruxellois de
Statistique et d'AnalyseStudiedienst van de
Vlaamse RegeringInstitut Wallon de l'Evaluation,
de la Prospective et de la Statistique

Nouvelles perspectives économiques régionales 2008-2014

Le Bureau Fédéral du Plan (BFP), l'Institut Bruxellois de Statistique et d'Analyse (IBSA), le Studiedienst van de Vlaamse Regering (SVR) et l'Institut Wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique (IWEPS) présentent, ce 9 juillet 2009, les résultats d'une nouvelle projection économique régionale.

Ces quatre institutions ont développé un modèle macroéconomique, régional et sectoriel (dénommé HERMREG) qui permet de répartir, entre les Régions, les principaux résultats des projections annuelles publiées par le BFP pour la Belgique. Ce type de modélisation présente ainsi l'intérêt d'assurer une cohérence parfaite entre la projection nationale et les projections au niveau des Régions. Les résultats présentés aujourd'hui reposent sur les "Perspectives économiques 2009-2014" parues en mai de cette année¹, qui ont été amorcées par un environnement international 2009 très fortement dégradé et un contexte de récession généralisée dans la zone euro. Il s'ensuit que, pour la Belgique dans son ensemble, l'année 2009 serait marquée par un recul sévère de l'activité économique, la sortie de crise ne se faisant que très progressivement (croissance nulle en 2010). Ce n'est qu'à partir de 2011 que la croissance économique se redresserait, retrouvant des rythmes de progression proches de la tendance historique (2,3% par an en moyenne au cours de la période 2011-2014).

Au niveau des Régions, les résultats des perspectives économiques de moyen terme peuvent être résumés comme suit :

Croissance économique

La récession économique de 2009 frapperait de manière quasiment identique les trois Régions belges: le repli de l'activité économique serait de près de 4%,

tant à Bruxelles qu'en Flandre et en Wallonie. Les principaux canaux de diffusion de la crise économique seraient toutefois différents d'une Région à l'autre, la Région bruxelloise étant particulièrement touchée par le recul du secteur financier alors qu'en Flandre et en Wallonie, les branches d'activité les plus affectées seraient les branches industrielles ; cependant, les services ne seraient pas épargnés par la crise. En 2010, la sortie progressive de crise se traduirait par une croissance nulle en Flandre, très faiblement positive en Wallonie et encore légèrement négative à Bruxelles. A moyen terme (période 2011-2014), les Régions retrouveraient des taux de croissance comparables à ceux enregistrés avant la crise. Le rythme annuel moyen de croissance du PIB atteindrait ainsi 2,4% en Région flamande, laquelle bénéficierait d'une reprise un peu plus vigoureuse que dans les deux autres Régions, dont la croissance moyenne s'établirait à 2,2% sur la période 2011-2014. Un différentiel de croissance entre les trois Régions, en faveur de la Flandre, persisterait donc en projection, mais, par rapport au passé, il tendrait toutefois à diminuer.

Marché du travail

La baisse des PIB régionaux en 2009 et leur stagnation en 2010 s'accompagneraient de fortes chutes de l'emploi intérieur. Ainsi, sur les deux années, la Flandre perdrait environ 44 500 emplois alors que le nombre d'emplois détruits en Wallonie et à Bruxelles attein-

1. Bureau Fédéral du Plan, Perspectives économiques 2009-2014, mai 2009.

drait respectivement 29 000 et 16 000¹. L'emploi des différentes Régions ne se redresserait qu'à partir de 2011 (à partir de 2012 pour Bruxelles) et les créations de postes de travail resteraient relativement plus élevées en Flandre que dans les deux autres régions. Compte tenu des importantes pertes d'emploi en début de période, ce n'est que dans le courant de l'année 2013 que l'emploi régional retrouverait son niveau de 2008 en Flandre et en Wallonie, alors que pour Bruxelles, le niveau de 2008 ne pourrait être retrouvé qu'après 2014.

Les projections relatives au chômage² indiquent une très nette remontée du taux de chômage des trois Régions en 2009 et 2010, avec des taux redépassant la barre des 10% en Flandre (tout comme en 2003-2005) et les 20% en Wallonie et à Bruxelles. A moyen terme, le taux de chômage ne baisserait à nouveau qu'à partir de 2012 en Flandre et de 2013 à Bruxelles. Le taux de chômage wallon, quant à lui, serait au mieux stabilisé à moyen terme. Cette moins bonne performance de la Wallonie en matière de chômage à moyen terme découlerait de développements de l'emploi intérieur (certes à nouveau en croissance à partir de 2011) et des navettes sortantes globalement insuffisants par rapport à l'augmentation attendue de la population active. Ainsi, en 2014, le taux d'emploi wallon resterait encore bien en deçà de son niveau de 2008. A l'inverse, en Flandre, la population active occupée croîtrait de façon un peu plus soutenue entre 2011 et 2014, tandis que la croissance de la population d'âge actif devrait être la plus faible des trois régions belges, si bien que le taux d'emploi flamand devrait, d'ici 2014, se rapprocher de son niveau atteint en 2008. En ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale, la baisse du nombre de chômeurs (amorcée en 2013) résulterait de la poursuite de la baisse tendancielle du surplus de navetteurs entrants par rapport aux sortants et, dans une moindre mesure, de l'évolution de l'emploi intérieur.

Selon le scénario salarial des présentes projections, le coût réel du travail par tête dans les branches d'activité marchande devrait croître, sur l'ensemble de la période de projection, de 0,5 % à 0,6 % par an dans les trois régions. Un tel rythme de progression serait à peine plus élevé qu'au cours de la période récente 2001-2007 et légèrement inférieur à la croissance salariale moyenne observée de 1994 à 2000. En début de projection, c'est à Bruxelles que la croissance des salaires serait la plus rapide; à moyen terme (période 2011-2014), par contre, les salaires y évolueraient un peu moins rapidement que dans les deux autres Régions. Parallèlement, les gains de productivité, après avoir lourdement chuté en 2008 et 2009, se redresseraient quelque peu ensuite pour progresser à un rythme comparable à celui observé en moyenne depuis 1994. C'est en Région bruxelloise que ces gains resteraient les plus élevés, tandis que les Régions flamande et wallonne devraient afficher des gains de productivité très proches.

Emissions de gaz à effet de serre

Selon la nouvelle projection, les émissions de GES, en baisse au niveau national entre le début et la fin de la période de projection, seraient également en recul en Régions flamande et wallonne, mais en légère hausse dans la Région bruxelloise. Dans le contexte de cette projection, toutes les Régions devraient néanmoins rencontrer les objectifs qui leur sont assignés dans le cadre du Protocole de Kyoto. Des facteurs d'incertitude demeurent toutefois, liés notamment au prix de l'énergie ou aux circonstances climatiques, et qui peuvent avoir un impact sur ces résultats.

Pour plus d'informations:

Benoît Laine, tél.: 02/507 74 53 ou 02/800 38 83,
bl@plan.be ou blaine@mrbc.irisnet.be

1. Selon des calculs récents (réalisés dans le cadre de la préfiguration du budget 2010-2011) mais provisoires, les pertes d'emploi pourraient être encore plus lourdes que celles retenues pour ces nouvelles perspectives régionales.
2. Nombre de chômeurs sur base de sources administratives et selon le concept BFP, c'est-à-dire incluant les chômeurs âgés dispensés de l'inscription comme demandeur d'emploi.

Chiffres clés de la projection régionale

	2007	2008	2009	2010	2011-2014	1994-2000	Moyennes	
							2001-2007	2008-2014
1. Produit intérieur brut en volume (1)								
Royaume	2,8	1,2	-3,8	0,0	2,3	2,8	2,0	0,9
Région de Bruxelles-Capitale	1,2	1,2	-3,8	-0,3	2,2	2,6	2,1	0,8
Région flamande	3,7	1,1	-3,9	0,0	2,4	3,1	2,0	1,0
Région wallonne	1,7	1,3	-3,8	0,2	2,2	2,1	1,7	0,9
2. Formation brute de capital fixe en volume (1) (2)								
Royaume	8,1	5,6	-6,7	-0,7	2,9	3,8	2,9	1,4
Région de Bruxelles-Capitale	3,4	3,5	-6,9	2,7	3,0	2,0	3,1	1,6
Région flamande	8,7	6,2	-7,2	-1,6	2,9	4,6	3,0	1,3
Région wallonne	10,7	5,9	-4,9	-1,3	2,7	3,6	3,0	1,5
3. Productivité réelle par tête (branches d'activité marchande) (1)								
Royaume	0,8	-0,7	-3,5	1,4	1,6	1,9	1,2	0,5
Région de Bruxelles-Capitale	-0,8	-0,5	-3,7	1,7	1,9	2,4	1,9	0,7
Région flamande	1,7	-0,8	-3,6	1,2	1,6	1,9	1,2	0,4
Région wallonne	-0,3	-0,7	-3,4	1,9	1,5	1,6	0,8	0,5
4. Coût salarial réel par tête (branches d'activité marchande) (1)								
Royaume	0,6	-1,7	0,6	-0,2	1,3	0,7	0,2	0,5
Région de Bruxelles-Capitale	0,5	-0,9	1,2	0,0	1,0	0,5	0,2	0,6
Région flamande	0,9	-1,9	0,6	-0,2	1,4	0,9	0,4	0,6
Région wallonne	0,0	-1,9	0,0	-0,2	1,4	0,7	0,0	0,5
5. Emploi intérieur (1)								
Royaume	1,8	1,6	-0,8	-1,2	0,8	0,9	0,9	0,4
Région de Bruxelles-Capitale	1,5	1,5	-0,8	-1,6	0,5	0,4	0,5	0,2
Région flamande	1,9	1,7	-0,7	-1,0	0,9	1,1	1,0	0,5
Région wallonne	1,7	1,6	-1,1	-1,4	0,8	0,5	1,0	0,3
6. Taux de chômage (concept BFP) (3) (4)								
Royaume	12,5	11,8	13,2	14,9	14,5	13,9	13,6	14,2
Région de Bruxelles-Capitale	21,5	20,7	22,6	23,8	22,9	20,8	21,5	23,2
Région flamande	8,0	7,4	8,9	10,5	9,7	10,7	9,5	9,7
Région wallonne	18,1	17,1	18,3	20,3	20,7	17,9	18,6	19,8
7. Taux d'emploi (4)								
Royaume	63,1	63,6	62,7	61,6	62,7	59,4	62,2	62,3
Région de Bruxelles-Capitale	54,9	55,8	55,0	54,1	54,8	52,3	55,1	54,5
Région flamande	67,2	67,8	67,0	66,0	67,6	62,6	66,0	66,9
Région wallonne	58,1	58,4	57,3	56,0	56,8	55,6	57,7	56,7

(1) Taux de croissance en pour cent.

(2) Hors investissement résidentiel.

(3) Selon le concept BFP, le chômage inclut également les chômeurs âgés non demandeurs d'emploi.

(4) La valeur en fin de période, soit 2014, est présentée dans la colonne 2011-2014.

Source : HERMREG.